

Fédération FO de la métallurgie

le journal **FO**

L'efficacité réformiste

Métall

www.fo-metaux.org

Conférence de branche aéronautique, espace et défense



Défendre et pérenniser l'aéronautique



Deux événements d'envergure se sont succédé pour les métallos de l'aéronautique et ont permis de faire le point sur le devenir du secteur et les défis à relever pour y faire grandir notre organisation.

Assemblée générale du groupe Safran

Sommaire



Ce mensuel est le vôtre...

Organe de la Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie,

*"FO Métaux LE JOURNAL"
est le magazine de tous ses syndicats et de tous
ses adhérents.*

*Si vous voulez qu'il remplisse efficacement son rôle de
lien et de reflet de l'actualité, n'hésitez pas à prendre
contact avec la rédaction dès qu'un événement le
justifie.*

*Informez-nous des conflits qui surviennent dans votre
entreprise et des accords qui y sont signés. Cela donne
des éléments de comparaison et rend service à d'autres
syndicats, engagés eux aussi dans des discussions.
Faites-nous part de vos expériences syndicales.
Pour tout ce qui concerne le journal, appelez la
Fédération :*

Tél. : 01 53 94 54 27 • Fax : 01 45 83 78 87

Chiffes à connaître :

SMIC horaire brut : 9,53 euros

SMIC brut mensuel : 1445,38 euros

Plafond de la sécurité sociale :

3 129 euros par mois
(pour l'année 2014 : 37 548 euros)

Coût de la vie :

0 % en octobre (0 % hors tabac);
+0,5 % en glissement sur les 12 derniers
mois (+ 0,4 % hors tabac).

Chômeurs : 3 461 900

(catégorie A, publiés le 27 novembre 2014)

Indice de référence des loyers :

125,24 (3^e trimestre 2014).

Taux d'intérêt (19 novembre) :

0,02 % au jour le jour.

3 Editorial

4 L'événement

*Conférence de branche aéronautique, espace et défense : dé-
fendre et pérenniser l'aéronautique* 4-10



*Assemblée générale du groupe Safran :
le développement continue*

14-20



21 Vos droits

*Quelles sont mes obligations
en arrêt maladie ?*

21

22 Jeux

Des Métaux et des mots

22



*Et toujours
l'information
en ligne sur...*

www.fo-metiaux.com



Aéronautique, Espace et Défense : là aussi, il faut se battre

Comme vous pourrez le constater à sa lecture, ce FO Métaux de décembre est plus spécifiquement consacré au secteur de la branche Aéronautique, Espace et Défense. Ce qui justifie ce choix, ce sont l'actualité et l'agenda. En effet, ce secteur bénéficie d'un carnet de commandes très important pour 7, voire 9 ans, selon les activités. De plus, les délégués FO négocient et obtiennent de très bons accords salariaux et nous les en remercions car ils tirent vers le haut les autres secteurs de la Métallurgie.

Ce secteur est l'un des fleurons de notre industrie. Pour autant, en raison du contexte national et de la recherche de compétitivité, il ne faut pas croire que tout est rose. Nos représentants, dans leurs actions quotidiennes, se battent pour défendre les intérêts des salariés et de leur industrie. Ils revendiquent et obtiennent des embauches. Ils remportent également des succès quant aux choix industriels ; le dernier en date concerne Airbus Group avec la fusion en une seule société des deux filiales d'aérostructures, Aerolia et Sogerma. La nouvelle société, dont le nom n'est pas encore connu, sera une filiale à 100 % d'Airbus Group. Elle occupera le premier rang européen et le troisième mondial dans son domaine.

Dans le cadre de la défense de l'industrie, nous avons pris acte avec satisfaction de la réalisation de cette fusion. Nous rappelons qu'elle était de longue date une revendication FO -nous l'avions déjà exprimée dans le « Livre blanc » édité par la Fédération en octobre 2010- visant à consolider l'industrie des aérostructures françaises au sein du groupe. Nous rappelons également qu'en 2008 nous avons été l'une des rares organisations syndicales à refuser un projet visant à externaliser et à vendre les aérostructures et que nous avons mené et gagné un combat juste pour assurer leur maintien au sein du groupe. Nous approuvons donc cette consolidation

des aérostructures françaises au sein d'Airbus Group qui a un véritable sens industriel et pérennise, pour la France, un cœur de métier vital pour cette industrie et pour l'emploi.

Nous félicitons également nos délégués de Thales Alenia Space et Airbus Group (Astrium) qui, avec la Fédération, ont réalisé un Livre blanc sur l'industrie du Spatial « Acte I - Les satellites en France », car il faut défendre ce secteur industriel et ses emplois. Nous avons transmis aux différents ministères concernés nos propositions et attendons d'eux qu'ils encouragent les industriels concernés à définir une stratégie industrielle de long terme.

Un autre fleuron de l'industrie, qui n'a rien à voir avec l'Aéronautique, est en grand danger suite au blanc-seing donné par le gouvernement à la vente d'une partie des activités d'Alstom à General Electric. Elle laisse en effet isolée l'activité du transport au moment où les industriels du ferroviaire redoutent la suppression de 10 000 emplois. Cette annonce a été faite le 19 novembre lors de la réunion du comité stratégique de filière : les patrons ont averti l'Etat que les plans de charges actuels, faute de nouvelles commandes, pourraient aboutir à la suppression de 10 000 emplois sur les 30 000 que compte le secteur. Il ne s'agit pas d'une menace en l'air, car les perspectives d'activité pour la production de TGV vont fléchir à partir de 2017 pour devenir nulles en 2019 ; de même pour les trains régionaux, avec une activité qui s'écroule dès 2016 pour devenir nulle en 2017. Seule la construction des métros échappe à la baisse d'activité. Les carnets de commandes se vident, ce qui soulève de vives inquiétudes. Nous demandons l'intervention du chef de l'État, qui porte une lourde responsabilité dans l'isolement de cette nouvelle société de matériel de transport, et celle des régions afin de tout mettre en œuvre pour passer des commandes publiques.



Organe officiel de la
Fédération confédérée FO
de la Métallurgie

Directeur de la publication :
Frédéric Homez

Imp. Spéciale FO Métaux
N° de CPPAP: 0215s07170

Rédaction : ADH

Publicité : PMV
9, rue Baudoin, 75 013 Paris

Contact :
01 53 94 54 00
contact@fo-metiaux.fr

Conférence de branche aéronautique, espace et défense : Défendre et pérenniser l'aéronautique

Près de 150 délégués FO représentant l'ensemble du secteur des industries aéronautiques se sont retrouvés à Marignane les 30 et 31 octobre pour leur conférence de branche aéronautique, espace et défense. Autour du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez et du secrétaire fédéral Philippe Fraysse, ils ont pu échanger et réfléchir ensemble autour des problématiques de leur secteur et de leurs entreprises, ainsi que sur les modes d'action syndicale pour faire grandir notre organisation.

Frédéric Homez :

« Notre industrie, nos emplois »

Le secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez a clos la conférence de branche en saluant la qualité des travaux et des interventions des militants, se félicitant du dynamisme de notre organisation dans l'aéronautique. Le secteur n'échappe cependant pas aux maux qui affectent l'ensemble de l'industrie, comme la chasse aux coûts, la compétitivité et la course au profit, etc. Le travail de revendication et de proposition de FO est en conséquence aussi large que justifié. Revenant sur les succès enregistrés par notre organisation, comme la création du Conseil National de l'Industrie (CNI) et de ses comités de filières stratégiques ou la Banque Publique d'Investissement (BPI), il a également brossé aux métallos le tableau de relations de FO avec le nouveau ministre de l'Economie et de l'Industrie ; celui d'un ministre qui ne répond pas aux organisations syndicales, qui veut réduire l'envergure des 34 projets industriels récemment lancés, qui espère diminuer le nombre de comités de filières du CNI et refuse de créer une véritable banque industrielle. Pour autant, notre organisation ne cesse d'agir et d'obtenir des résultats, comme le montre le rapprochement entre Aéroolia et Sogerma, comme FO le revendiquait dans son Livre blanc sur les aérostructures. Notre organisation fait également preuve d'une grande vigilance face à un contexte national difficile, entre le délirant programme du Medef, une situation économique défavorable et des déci-

sions gouvernementales qui ne l'améliorent en rien. Alors que les entreprises bénéficiaient pour la première fois cette année du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), Frédéric Homez a rappelé le soutien de notre organisation à ce dispositif mais a appelé à un meilleur contrôle des aides aux entreprises, qui n'utilisent pas toujours cet argent pour l'investissement et l'emploi. « Alors qu'on demande toujours plus aux salariés en leur donnant toujours moins, pourquoi ne pas conditionner les aides aux entreprises à leurs résultats ? », a-t-il lancé. Revenant enfin sur les négociations tant interprofessionnelles que dans la métallurgie, où FO a par ailleurs signé deux bons accords sur la formation professionnelle et sur l'alternance, il a souligné qu'il appartenait à tous les métallos de faire vivre le réformisme, que FO incarne aujourd'hui seul malgré les tentatives de récupération d'autres organisations. « Défendre nos accords, apporter du plus aux salariés, augmenter le pouvoir d'achat : autant de choses que seule la pratique contractuelle peut apporter », a-t-il martelé.

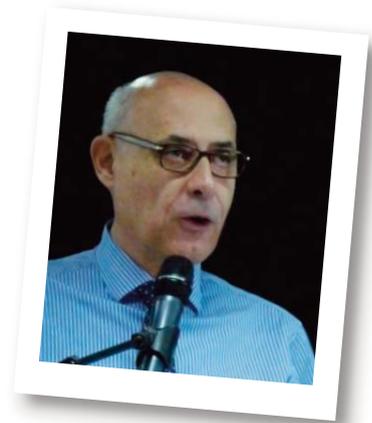


Philippe Fraysse : « Savoir s'opposer »

Lors de son intervention, le secrétaire fédéral en charge du secteur aéronautique Philippe Fraysse s'est attaché à dresser le portrait d'un secteur en bonne santé mais malgré tout inquiet pour son avenir face à une logique toujours plus financière qu'industrielle. « La France est le seul pays, avec les Etats-Unis, à disposer d'une industrie complète, maîtrisant l'ensemble des compétences nécessaires à la définition et à la construction d'un aéronef ou d'un satellite, a-t-il rappelé. Elle est composée d'une chaîne de fournisseurs qui couvre tous les savoir-faire nécessaires à l'équipement complet d'un programme civil ou militaire. » Pour cette industrie de haute technologie, 2013 a été une nouvelle année de records, mais le secteur de la défense a été touché par les politiques de rigueur mises en place en France et en Europe, avec des conséquences sur le niveau des commandes et des livraisons, mais aussi un impact social important faisant planer un risque sur la pérennité de cette industrie. « Nous devons continuer de nous opposer à toute démarche remettant en cause l'emploi, les sites, et qui provoquerait à terme une perte de compétences. »

Alors que le sacro-saint EBIT devient la seule boussole des groupes, notre organisation continue de revendiquer le lancement de nouveaux programmes et l'arrêt des délocalisations. Il s'est félicité que FO, force de proposition au travers notamment de ses Livres blancs, voit ses idées mises en application, en particulier avec le rapprochement d'Aéroliia et Sogerma dans le dossier des aérostructures. Il a aussi rappelé l'important travail effectué par FO au sein du CNI et de ses comités de filières avant d'aborder la question de l'action syndicale. S'il est impératif de développer l'audience

de FO dans le secteur, il faut le faire en tenant compte de ses évolutions. « Partout où nous avons mis la politique contractuelle en place, nous progressons, a-t-il commenté. Il faut donc rappeler aux salariés que c'est grâce à elle qu'ont été obtenus leurs acquis sociaux. Mais il faut aussi s'adresser de la meilleure manière aux cadres, chaque année plus nombreux, et qui représentent en moyenne 40% des effectifs. » Aujourd'hui incontournable, FO doit le rester afin de pouvoir contrer les projets toujours plus court-termistes des directions et continuer de défendre l'industrie et les salariés.



Le mot de l'UD

Le secrétaire de l'UD des Bouches-du-Rhône **Gérard Dossetto** a brossé le tableau de la situation économique et sociale dans le département en accueillant les militants. Si le 13 est aussi touché par la crise que d'autres territoires, certains arrondissements de Marseille sont même sinistrés, connaissant jusqu'à 40% de chômage. Mais si les difficultés économiques sont une chose, les agissements d'une autre organisation syndicale n'aident en rien, aggravant parfois la situation, comme à la SNCM. « Pour changer cela, nous devons continuer de progresser aux élections professionnelles, a-t-il expliqué, car c'est en étant toujours plus forts que nous pourrons défendre au mieux les salariés et les entreprises. » Vantant la force de notre organisation dans le département, il a enjoint les militants à se battre et à garder le cap.



L'accueil

Le délégué syndical central d'Airbus Helicopters **Patrice Petetin** a souhaité la bienvenue aux métallos sur cette grande terre d'aéronautique qu'est la région marseillaise. Il a notamment salué la présence des anciens, venus en nombre. « C'est grâce à eux et à leur travail que nous sommes là aujourd'hui, a-t-il déclaré, et il faut tout faire pour être un jour à leur place et dans leur situation. » Brossant le tableau d'une situation économique et sociale qui se dégrade, il a rappelé l'importance de l'action syndicale pour défendre les salariés, ajoutant qu'en la matière « il y a du pain sur la planche ».



Les interventions des délégués



S'ils se sont réjouis de la bonne santé du secteur lors de leurs prises de parole, les délégués ont également évoqué la situation de leur entreprise, laquelle apparaît contrastée.

L'activité ne manque pas, mais tous constatent une orientation de plus en plus forte vers le profit au détriment de l'humain, stratégie que FO refuse. Ils sont aussi revenus sur les enjeux de la syndicalisation et les attentes des salariés, ainsi que les nouveaux défis auxquels ils sont confrontés dans ce domaine.



Marc Partouche, Seca

« Spécialisée dans la maintenance de moteurs d'avions régionaux, notre entreprise perd de l'argent car notre direction l'a rendue non rentable et a cessé d'investir pour l'avenir. Vektor, qui a nous a racheté, est en train de nous vider de

notre substance au lieu de nous aider, et nous ne savons pas où cela va s'arrêter. Avec le PSE en cours, nous allons passer de 230 salariés à 160. Nous pesons 48,5% à la Seca et avons fait une percée chez les cadres. Les salariés attendent beaucoup de nous, et nous aurons besoin de votre solidarité pour ne pas les décevoir. Plus largement, nous dénonçons l'actuelle tendance à réformer à tout-va aux frais des salariés. Le seul vrai réformisme, c'est celui qui passe par le dialogue social, qui crée des emplois et pérennise notre modèle social. D'ailleurs, c'est grâce à la stabilité sociale découlant du travail de FO qu'Airbus a pu se développer. »



Jean-François Knepper, DSC Airbus

« Le groupe poursuit sa transformation, avec une croissance annuelle de 5% dans le civil et de bonnes perspectives de rendement que le nouveau modèle commercial, basé sur l'amélioration de l'existant

avec les versions NEO, pourrait encore accroître. Les cadences sont en hausse sur de nombreux programmes et il faut réussir l'industrialisation de l'A350 alors que des problèmes avec les fournisseurs nous coûtent en temps et en argent. Il a fallu mettre en place un management Airbus chez certains et prendre le contrôle d'autres. Ce sont surtout les sites d'aérostructures, français, qui livrent en temps et en qualité. Comme quoi FO avait raison de refuser leur sortie du groupe. Il nous faut encore nous battre pour que les salariés bénéficient des bons résultats d'Airbus group et transformer nos succès politiques en victoires électorales. »



Florence Coppel, coordinatrice Thalès Alenia Space

« Nous rencontrons des difficultés avec un actionnariat qui bouge en permanence et une course effrénée au profit, qui est de 10% chez nous. Nous refusons que l'industrie

soit abandonnée à une logique purement économique, alors nous nous opposons en proposant. C'est tout l'esprit des livres blancs réalisées par FO Métaux sur l'aéronautique. En montrant que nous avançons des idées pour développer des activités communes sur les lanceurs et les satellites, ils sont aussi un support de syndicalisation car ils exposent les réflexions et les actions de notre organisation. Un grand merci à l'USM13, qui nous aide à travailler sur de nouvelles implantations, et il y a à faire car nous sommes près de 35 000 salariés en France dans notre secteur. »



Edwin Liard, Airbus Helicopters Marignane

« Premier employeur privé de la région, nous comptons plus de 9 000 salariés, dont 1 700 sont arrivés ces dernières années, ce qui constituera un beau challenge pour nos prochaines

élections. Pour la première fois depuis 2009, nos commandes sont passées sous la barre des 1 000 appareils et la nouvelle réglementation de la DGAC suite à une directive européenne, qui interdit le survol des zones urbaines par les monomoteurs ne va pas nous aider, l'Ecureuil, notre best-seller, entrant dans cette catégorie... Face à la nouvelle direction, nous nous battons pour préserver la pratique contractuelle, pierre angulaire de notre dialogue social, qui est à l'origine de nos acquis et de notre réussite industrielle. Pas question de devenir une entreprise « normal » si cela remet tout cela en cause. Nous sommes numéro 1 dans une entreprise qui l'est aussi parce que nous sommes différents. Restons-le. »



Daniel Barberot, coordinateur Safran

« Né de la fusion de Snecma et de Sagem, Safran regroupe 25 sociétés sur 66 établissements pour trois grands secteurs d'activités : l'aéronautique, la défense et la sécurité. Nous réalisons tous les composants d'un avion et faisons aussi de la maintenance. Nous sommes 42 000 salariés en France avec un pourcentage de cadres qui atteint 47 %, et le groupe recrute. Le moteur CFM-56 est la locomotive du groupe, son successeur, le Leap, démarre très fort et le moteur du futur, l'open rotor, est déjà sur les planches à dessin. FO réalise chez Safran un énorme travail pour maintenir les acquis sociaux au fil des changements de périmètre, des fusions, des acquisitions. Nous nous battons pour réaliser de nouvelles implantations et signer de bons accords. Notre objectif : continuer de faire grandir FO chez Safran. »

travail pour maintenir les acquis sociaux au fil des changements de périmètre, des fusions, des acquisitions. Nous nous battons pour réaliser de nouvelles implantations et signer de bons accords. Notre objectif : continuer de faire grandir FO chez Safran. »



Dany Devaux, DSC AéroliA

« Au 1^{er} janvier 2015, nous serons une nouvelle société avec un nouveau nom, du fait de notre rapprochement avec la Sogerma. Avec 4 000 salariés et un chiffre d'affaires de deux milliards d'euros, nous deviendrons un fournisseur multi spécialité de rang 1 et de taille mondiale. Cette fusion aura deux objectifs : d'abord soutenir Airbus et la montée en charge de l'A350. Ensuite, nous permettre de nous développer et de nous diversifier en visant 25 à 30 % de notre activité hors Airbus Group, tout en restant filiale à 100 % d'Airbus SAS. Cette opération répond à une revendication de longue date de FO Métaux et montre que nous avons raison. C'est donc une victoire pour nous. Néanmoins, nous ferons attention à ce que les acquis sociaux soient préservés et à ce que les sites soient pérennisés. La direction dit vouloir poursuivre le dialogue social : nous y veillerons. »

revendication de longue date de FO Métaux et montre que nous avons raison. C'est donc une victoire pour nous. Néanmoins, nous ferons attention à ce que les acquis sociaux soient préservés et à ce que les sites soient pérennisés. La direction dit vouloir poursuivre le dialogue social : nous y veillerons. »



Mario Augusto-Fernandes, Turbomeca Bordes

« Nos trois établissements emploient 4 500 salariés et fabriquent des moteurs d'hélicoptères depuis 80 ans. Nous avons 18 000 turbines actuellement en opération sur tous les continents et dans presque toutes les forces aériennes du monde. Nous cherchons à nous diversifier en allant vers le turbopropulseur, mais aussi en cherchant d'autres clients. Car Airbus Helicopters est notre plus gros client, et quand il tousse, nous nous enrhumons... Au plan syndical, nous nous battons pour reconquérir notre représentativité. Car les salariés ont besoin de nous

alors que la situation économique de l'entreprise est bonne, les projets d'usine du futur prennent du retard, la direction commence à faire pression sur le temps de travail et met l'accent sur l'agilité et la performance, nouveaux vocables remplaçant la flexibilité... »



Eric Brunet-Manquat, Thales Alenia Space Cannes

« A force de pousser l'entreprise vers la rentabilité à outrance, la direction nous mène dans le mur. Les embauches ont été gelées, la politique salariale revue à la baisse et les investissements ramenés à leur plus bas niveau. Lorsqu'on est numéro 2 mondial de la fabrication de satellite, un domaine de haute technologie, peut-on le rester en amputant la R&D, et donc en perdant notre compétitivité technologique et en faisant par conséquent chuter nos ventes ? La valse des dirigeants n'aide en rien, car cela empêche la vision de long terme pourtant nécessaire dans notre

secteur. L'avenir de l'entreprise est en jeu et FO se bat pour qu'elle rattrape ses retards et abandonne les raisonnements à court terme qui coûtent cher et sont inefficaces. »



Bernard Tachaires, DSC Airbus Defence&Space

« La politique spatiale représente un enjeu stratégique pour la France et son industrie, et repose sur des capacités spécifiques que nous devons pérenniser. Pour cela, il faut convaincre

l'Agence Spatiale Européenne de lancer Ariane 6 et de moderniser Ariane 5, afin également d'anticiper les changements rapides induits par la concurrence internationale, notamment l'irruption d'un nouvel acteur low cost : Space X. La partie Satellite d'Airbus Défense&Space se porte très bien, avec un carnet de commandes plein au-delà des objectifs. Il y aurait de quoi se réjouir si nous n'étions pas dans un plan social visant à réduire les effectifs en France de 650 CDI, alors que de nombreux postes sont ouverts et ne trouvent pas preneurs... Nous pesons 24 % dans l'ex-périmètre Astrium, qui comprend 2/3 de cadres. La Joint-Venture Airbus-Safran sur les lanceurs va changer la donne et rendre notre développement encore plus prioritaire. »



Alain Sadou, DSC Sogerma

« Spécialiste des cabines et des aérostructures, nous comptons 1 200 salariés répartis sur trois sites. Le rapprochement avec AéroliA répond à une revendication de longue date et nous nous en félicitons. Nous allons devenir

un géant mondial dans ce domaine et comptons renforcer l'activité cabine, qui restera à Rochefort, en proposant une gamme complète de fauteuils, tout en restant ouverts à de nouvelles évolutions. Nous revendiquons une politique RH ambitieuse car, face à des cycles industriels longs, il faut du personnel qualifié pour préserver nos compétences. Après la naissance de la nouvelle société, au 1^{er} janvier 2015, nous serons attentifs à la préservation des acquis sociaux et éviter d'éventuelles conséquences industrielles et sociales. La politique contractuelle sera notre arme. »



Frédéric Betis, Sagem DS Argenteuil

Entre compression d'effectifs et rapprochement de sites, nous traversons une phase de mutation. Cependant la stratégie de la direction est peu lisible, surtout quand on nous parle du

possible développement de certains sites pour mieux les réduire dans la foulée... Près de 500 emplois pourraient disparaître dans l'opération, et avec eux des compétences irremplaçables. FO est la seule organisation à refuser de cautionner ces destructions d'emploi. Mais nous ne sommes présents que sur le site de Montluçon et pour agir efficacement, nous devons nous implanter sur des sites de R&D comptant près de 80% de cadres. Il faut donc penser à de nouveaux modes de communication à destination de ces salariés.»



Michel Pontoizeau, Airbus Nantes

« Nous sortons tout juste de nos élections professionnelles et nous y avons progressé de plus de 4%. Nous sommes n°1 au premier collège, ce qui est important sur un site de production comme le nôtre. Pourtant, nous constatons que les cadres sont chaque jour plus nombreux, et surtout qu'on embauche à présent des cadres comme chefs d'équipe. Si cela continue, que va devenir la promotion sociale au sein de l'entreprise? Notre carnet de commande est plein, mais on demande toujours plus aux salariés. Au lieu d'améliorer l'axe industriel, la direction

prend l'humain comme seule variable d'ajustement. Et plus il y a d'argent, moins les salariés en voient la couleur. Continuons de revendiquer, de négocier et de contracter pour les défendre au mieux ! »



Patrice Halgand, AéroliA Saint-Nazaire

« Le rapprochement entre AéroliA et Sogerma est bien accueilli par les salariés. Que de chemin parcouru depuis 2009, quand ils étaient mécontents de sortir d'Airbus pour intégrer AéroliA ! Tout était à reconstruire pour FO, et le travail a été accompli. Aujourd'hui, ils s'inquiètent pour les acquis sociaux, et nous devons apporter des réponses satisfaisantes dans le cadre de la fusion. Mais cette opération était une revendication de FO, et sa réalisation renforce notre crédibilité en montrant la force et la justesse de nos positions. Nous devons donc être attentifs lors

de la phase II. Le site a évolué, la charge s'est diversifiée et les effectifs ont augmenté. Nous continuerons de revendiquer des embauches pour être en adéquation avec nos besoins. Il faut également se battre pour préserver nos compétences, quand les prestataires se voient confiés des tâches toujours plus techniques et que de nombreux arrivants ne sont pas issus de l'aéronautique et n'en ont pas la culture. Nous progressons au plan électoral et serons présents sur tous les fronts. »



Frédéric Planche, DSC Airbus Defence&Space SAS (ex-Cassidian)

« Spécialisés dans la défense et la sécurité, en particulier les systèmes de communication, nous avons fait face à de nombreux changements en quatre ans. Les pertes financières sont lourdes et les politiques publiques de défense ne nous aident pas. Il y a eu de nombreux changements de direction, des cessions de sites ou d'activités. Beaucoup se demandent où nous serons dans quatre ans... FO a pris de l'ampleur sur le site de Métapôle, notamment chez CyberSecurity, une des activités ayant la plus

forte croissance, où nous avons réalisé 75% aux dernières élections. Si nous luttons contre l'érosion syndicale, due aux départs en retraite et aux mobilités, le noyau dur de notre équipe est formé et le travail de terrain paye. Il nous faut préserver le statut social des salariés et continuer de progresser, notamment au 3^{ème} collège, dont l'importance va croissante. »

Le mot de l'USM

Le secrétaire de l'USM 13 Gérard Ciannarella a accueilli les participants.

Présentant les Bouches-du-Rhône, qui comptent 37 000 métallos et 1 700 entreprises affiliées à la métallurgie, il a rappelé que notre organisation y participait notamment à la filière aéronautique régionale et y défendait les positions de la Fédération avec efficacité.

« L'ensemble de nos actions n'a qu'un but, a-t-il résumé : la maintien des emplois et de l'industrie. »

Il a également mentionné les bons résultats de FO aux élections professionnelles dans les entreprises du département, qui permettent à notre organisation d'être n°1 dans les Bouches-du-Rhône, et a souligné l'importance d'œuvrer au développement syndical en s'appuyant sur la formation fédérale.



Yvonnick Dreno, coordinateur Airbus Group

« L'actualité d'Airbus Group a été riche ces dernières années : changement de stratégie, de PDG, de nom, annonce du transfert de plusieurs sièges vers Toulouse, risque de suppression de 1700 emplois en France, etc. Sans oublier le fameux objectif de rentabilité de 10% d'EBIT. La compétitivité est au cœur de la stratégie du groupe et cela impacte tout le monde, plus particulièrement la défense, déjà très touchée par l'évolution des politiques publiques. Côté civil, il y a un marché de 30 000 appareils à construire dans les 20 années à venir. Cela suppose d'embaucher pour y parvenir et garder les emplois en France. Face à nous, les actionnaires sont devenus les vrais patrons et n'ont pas la même logique. Face à ces nouveaux défis, la coordination travaille sur une stratégie syndicale qui nous permettra d'apporter des réponses communes. »

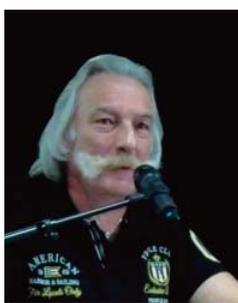
« Nous sommes une ancienne SSIL filiale de Labinal, avec 2 000 salariés, essentiellement des cadres, en France et nous sommes présents dans le reste du monde. Nous faisons face à une baisse de



David Dijoux, Safran Engineering services Toulouse

« Nous sommes une ancienne SSIL filiale de Labinal, avec 2 000 salariés, essentiellement des cadres, en France et nous sommes présents dans le reste du monde. Nous faisons face à une baisse de

charge de la part de nos gros clients aéronautiques car l'heure n'est plus au développement de nouveaux programmes, notre cœur de métier. Il faut donc se recentrer sur la production, pour laquelle nous manquons de compétences. Même quand nous gagnons des contrats, les embauches ne suivent pas car il faut générer du cash. Enfin, nous sommes face à la concurrence des fournisseurs des grands groupes. Dans ce contexte, la direction envisage un plan de transformation qui n'augure rien de bon. Les élections professionnelles auront lieu en novembre et nous comptons progresser. Nous comptons également sur la grande famille FO pour nous apporter son aide dans cette période compliquée.»



Noël Bellengier, Aéroli Méaulte

« Notre site est en pleine évolution avec l'implantation à proximité de l'Aéropôle de Picardie, qui sera fonctionnel au 1er trimestre 2015. Si l'année 2013 nous a vus battre des records de commandes et de livraisons, elle n'a pas été de tout repos pour les 1 650 salariés du site, avec du travail en 3x8, les jours fériés... Et 2014 promet d'être identique. FO revendique donc des ressources supplémentaires, vitales dans de nombreux secteurs, ainsi que des investissements pour faire face aux montées en cadence. Le nouveau schéma directeur a débouché sur

de nouveaux équipements pour les programmes A320 et A350 et le lycée Potez sera intégré sur le site Industrielab. Nous déplorons le turnover trop important dans l'intérim, qui se traduit par trop de temps perdu dans une formation perpétuelle. Nous sommes n°1 sur le site et nous nous adressons à une population qui rajeunit et exprime de nouvelles préoccupations, plus individualistes, qui nous amène à réfléchir sur la syndicalisation. »



Georges Boyer, DSC Auvergne Aéronautique Groupe

« Nous avons développé FO au sein de notre petite entreprise car les autres organisations syndicales n'apportaient pas de réponses aux préoccupations des salariés. Nous nous sommes battus et nous sommes aujourd'hui incontournables. Notre rachat par ACE Management nous a d'abord semblé être une bonne chose, car l'ancienne direction ne savait pas gérer l'entreprise et usait les salariés. Mais à présent, nous ne savons plus s'il est question d'avancer vers l'avenir ou de vivre sur les programmes qui se terminent. Nous sommes des fournisseurs,

pas des intermittents du spectacle, et pourtant nous subissons. Le travail manque chez nous, alors que notre secteur affiche une santé éclatante. Nous sommes compétents et disponibles, alors aidez-nous à le faire savoir à l'ensemble du monde aéronautique ! »



Philippe Samson, Thales Alenia Space, Cannes

« Pour la première fois depuis 1937, FO est devenu n°1 chez nous ! C'est le résultat du travail d'une équipe soudée, solide et efficace. Nous sommes également premier chez les apprentis, pourtant peu réceptifs à la question syndicale. Pourtant, il est essentiel d'aller les voir car ils sont concernés par tout ce qui se passe dans l'entreprise, dont ils sont les futurs salariés, et ont la responsabilité de voter pour que le quorum soit atteint. Nous n'encaissons jamais sans nous opposer, car c'est notre rôle de dire ce qui ne va pas et d'être le porte-voix de celles et ceux qui

refusent de voir donner la priorité à la rentabilité au détriment des salariés qui en sont les principaux artisans. Nous nous battons pour les salariés et ces derniers le savent. Ils nous font confiance. A nous de continuer de mériter cette confiance. »



Julien Le Pape, Morpho St-Etienne du Rouvray

« Nous sommes en campagne électorale pour la désignation de deux représentants des salariés au conseil d'administration de notre entreprise spécialisée dans la sécurité. Nous avons aussi nos élections profes-

sionnelles le 6 novembre. Les salariés se perdent dans cette abondance de scrutins. Notre objectif est de se renforcer chez les cadres, qui constituent presque la moitié des effectifs. Ils ont besoin d'être défendus comme tous les salariés. Et ils sont touchés comme les autres par la stratégie de l'entreprise qui externalise, réduit la masse salariale, sous-traite en mettant la pression aux fournisseurs et saborde la R&D. Cette logique de profits à court terme est payée par l'ensemble des salariés sur le long terme. La direction préfère parler d'amélioration continue, ou LEAN, mais il faut que cela se retrouve dans les conditions sociales. »



Raymond Perdigon, CE européen Airbus Helicopters

« L'activité se resserre sur un volume de 6 milliards d'euros alors que nous sommes dimensionnés pour en faire 7. Nous aurions pu pressentir le changement avec le trop grand nombre d'accidents du travail mortels qui montrait

une situation de suractivité. L'inversion du marché militaire nous pénalise. Sur le civil, des problèmes sur trois de nos plus importants appareils ont quelque peu entaché notre réputation. Il nous faut de plus renouveler une gamme qui vieillit et permet à la concurrence de nous prendre des parts de marché, mais avant tout nous devons retrouver la confiance de nos clients. Nous en sommes en voie de gagner ces premiers paris mais la question des financements reste centrale. Autour de nous, toutes les entreprises sont touchées, mais nous devons nous battre pour préparer l'avenir et pérenniser notre société. »



Xavier Pesson, DSC MBDA

« Leader dans la fabrication de missiles, nous travaillons avec l'ensemble du monde aéronautique, essentiellement dans le secteur de la défense. Aujourd'hui, les questions géopolitiques ont un impact important sur

notre activité, qu'il s'agisse de la livraison de missiles Milan aux pays du Golfe ou des Mistral à la Russie. Si ces dossiers restent au point mort, quelle sera la crédibilité de la signature de la France demain sur le Rafale ou tout autre programme ? Si nous perdons la confiance de nos clients en revenant sur notre parole, les conséquences sociales et industrielles seront énormes et inévitables. Nous devons agir, y compris au plus haut niveau, pour défendre un secteur essentiel à notre pays, préserver les emplois qui y sont rattachés. Renforcer notre implantation dans la défense est également une nécessité.»



Frédéric Borrás, ISS Logistique

« Notre entreprise est présente sur l'ensemble du globe mais la France ne compte que le site de Marignane et ses 30 salariés. Nous sommes spécialisés dans la prestation de services en logistique opérationnelle, essentiellement pour Airbus et Safran. En face de nous, la direction ne respecte pas grand-chose, que ce soit la Convention collective ou les accords d'entreprise, et nous devons souvent nous battre pour les droits des salariés. Mais le vent a tourné : nous pesons aujourd'hui 50 % dans l'entreprise, on nous écoute et nous travaillons pour préparer l'avenir. Notre cahier des charges pour 2015 va se jouer au premier semestre et nous espérons conquérir de nouveaux clients. Ce sera aussi l'année que nous avons choisi pour se renforcer auprès des cadres. L'aide de l'USM 13 et les formations fédérales nous sont précieuses dans cette démarche. »

notre activité, qu'il s'agisse de la livraison de missiles Milan aux pays du Golfe ou des Mistral à la Russie. Si ces dossiers restent au point mort, quelle sera la crédibilité de la signature de la France demain sur le Rafale ou tout autre programme ? Si nous perdons la confiance de nos clients en revenant sur notre parole, les conséquences sociales et industrielles seront énormes et inévitables. Nous devons agir, y compris au plus haut niveau, pour défendre un secteur essentiel à notre pays, préserver les emplois qui y sont rattachés. Renforcer notre implantation dans la défense est également une nécessité.»



Manuel Martinez, Airbus Helicopters, La Courneuve

« La nouvelle usine de pâles du Bourget sera livrée en novembre 2015 et le transfert de l'activité s'étalera ensuite sur sept mois. FO veille depuis le début de l'opération à ce que ce ne soit pas une usine low cost. Nos effectifs se maintiennent mais la charge baisse et nous vivons sur notre carnet de commandes. Si nous ne gagnons pas de nouveaux marchés, nous devons nous redimensionner. De plus, nous sous-traitons à présent des productions historiques, comme la fabrication de structure. Nous refusons de voir des activités de cœur de métier sortir de notre site et nous nous battons sur ce dossier. Nous sommes majoritaires sur La Courneuve et nous n'entendons pas laisser la direction faire n'importe quoi. »

notre activité, qu'il s'agisse de la livraison de missiles Milan aux pays du Golfe ou des Mistral à la Russie. Si ces dossiers restent au point mort, quelle sera la crédibilité de la signature de la France demain sur le Rafale ou tout autre programme ? Si nous perdons la confiance de nos clients en revenant sur notre parole, les conséquences sociales et industrielles seront énormes et inévitables. Nous devons agir, y compris au plus haut niveau, pour défendre un secteur essentiel à notre pays, préserver les emplois qui y sont rattachés. Renforcer notre implantation dans la défense est également une nécessité.»



Laurent Pelloquin, Mecachrome Atlantique

« Dans notre groupe de 2 600 salariés, nous rencontrons les mêmes problèmes que le reste de l'aéronautique : le développement se fait surtout par des acquisitions et la mise en place de sites dans des pays low cost qui nous prennent de l'activité. Chez nous, la montée en puissance sur l'A320 et l'A350 masque le phénomène et nous parvenons à conserver les aspects les plus techniques de ces productions. Néanmoins, comment reclasera-t-on les salariés « abimés » si les productions nous échappent ? Nous refusons cette vision de l'industrie qui sacrifie l'humain sur l'autel de la rentabilité et de la chasse aux coûts. Heureusement, nous pesons chez Mecachrome et nous pouvons défendre les valeurs de FO et ses positions sur l'industrie. »

notre activité, qu'il s'agisse de la livraison de missiles Milan aux pays du Golfe ou des Mistral à la Russie. Si ces dossiers restent au point mort, quelle sera la crédibilité de la signature de la France demain sur le Rafale ou tout autre programme ? Si nous perdons la confiance de nos clients en revenant sur notre parole, les conséquences sociales et industrielles seront énormes et inévitables. Nous devons agir, y compris au plus haut niveau, pour défendre un secteur essentiel à notre pays, préserver les emplois qui y sont rattachés. Renforcer notre implantation dans la défense est également une nécessité.»



Stéphane Tardin, Latécoère

« La situation de l'entreprise inquiète les salariés. Si notre carnet de commandes nous assure cinq années de travail, la charge augmente et il n'est pas facile de suivre la montée en cadence. Les embauches sont au point mort, on réduit le recours à l'intérim. Latécoère traîne en plus une dette de 300 millions d'euros et son rachat par un fonds spéculatif n'a rien de rassurant. La nouvelle direction ne parle que de plans de performance et de compétitivité, ce qui n'augure rien de bon pour les salariés. Nous comptons cependant nous rapprocher de la nouvelle entité Aéroliia-Sogerma et espérons que cela permettra d'améliorer notre situation. »

notre activité, qu'il s'agisse de la livraison de missiles Milan aux pays du Golfe ou des Mistral à la Russie. Si ces dossiers restent au point mort, quelle sera la crédibilité de la signature de la France demain sur le Rafale ou tout autre programme ? Si nous perdons la confiance de nos clients en revenant sur notre parole, les conséquences sociales et industrielles seront énormes et inévitables. Nous devons agir, y compris au plus haut niveau, pour défendre un secteur essentiel à notre pays, préserver les emplois qui y sont rattachés. Renforcer notre implantation dans la défense est également une nécessité.»



Gilles Chambas, Isoire Aviation

« Notre entreprise réalise du composite pour les grands du secteur aéronautique et un peu pour l'automobile. Une large part de notre activité tourne autour des partenaires acoustiques pour Segma et cela pourrait encore croître. L'autre versant de notre activité, c'est la chaudronnerie, ou thermoplastique, pour Sagem et Airbus Helicopters. Depuis l'an dernier, nous faisons partie du groupe Rexia, qui poursuit son développement par le rachat d'entreprises. Nous avons un capitaine d'industrie à notre tête. Le problème est que sa seule réponse sur les dossiers sociaux est « non ». Certes, il investit dans l'entreprise, mais les conditions se durcissent pour les salariés. Une vingtaine ont déjà démissionné et autant sont en arrêt maladie longue durée. Autant dire que nous avons fort à faire pour défendre les salariés. »

notre activité, qu'il s'agisse de la livraison de missiles Milan aux pays du Golfe ou des Mistral à la Russie. Si ces dossiers restent au point mort, quelle sera la crédibilité de la signature de la France demain sur le Rafale ou tout autre programme ? Si nous perdons la confiance de nos clients en revenant sur notre parole, les conséquences sociales et industrielles seront énormes et inévitables. Nous devons agir, y compris au plus haut niveau, pour défendre un secteur essentiel à notre pays, préserver les emplois qui y sont rattachés. Renforcer notre implantation dans la défense est également une nécessité.»



C'est sans le sdeil de la Provence que se sont déroulés les travaux. Mais ce formidable cadre n'aurait rien été sans l'efficacité des équipes FO de Marignane et de l'USM13, leur chaleur, leur sens de l'accueil et leur grand dévouement. C'est aussi grâce à cette organisation sans faille que les métalos ont pu avoir des échanges de qualité et que cette conférence de branche aéronautique, espace et défense a été un succès.

UNE
COMPLÉMENTAIRE
SANTÉ POUR TOUS
LES SALARIÉS,
ÊTES-VOUS BIEN
INFORMÉ



Au 1^{er} janvier 2016 au plus tard, tous les salariés du secteur privé devront bénéficier d'une complémentaire santé.

Pour tout savoir sur la réforme : connaître le calendrier, décrypter son actualité... Malakoff Médéric vous accompagne.

Rendez-vous sur le site :
complementaire-sante-obligatoire.malakoffmederic.com

Votre contact : **Gilles SOHM** au 01 56 03 30 10
contact-branches@malakoffmederic.com

SANTÉ - PRÉVOYANCE - ÉPARGNE - RETRAITE



malakoff médéric
PRÉSENTS POUR VOTRE AVENIR



COMÉTAIX

FOMÉTAUX **SOUHAITE** **DE JOYEUSES FÊTES** **À TOUS LES MÉTALLOS** **ET À LEUR** **FAMILLE**



***Informez-vous et soutenez-nous
dans ce combat quotidien !***



Pour tout renseignement, contactez votre délégué FO Métaux

FO Safran : Le développement continue !

Les délégués FO des différentes sociétés du groupe Safran se sont retrouvés en assemblée générale à Villers-sur-Mer (Calvados) les 6 et 7 novembre. Au programme : de riches échanges sur l'actualité de l'aéronautique et plus particulièrement du groupe, ainsi que sur les actions, positions et ambitions de notre organisation, alors que de nombreuses équipes syndicales se préparent aux élections professionnelles.

Frédéric Homez : « Être force de proposition »

Le secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez est intervenu pour saluer le travail accompli par les équipes syndicales sur le terrain, qui permet à notre organisation de voir sa représentativité progresser, et pour les inciter à poursuivre leurs efforts. « C'est en étant présents sur l'ensemble des collèges et en représentant l'ensemble des salariés que nous pourrions être plus forts et nous battre plus efficacement pour leurs droits et pour l'industrie », a-t-il déclaré. Vantant le dynamisme de FO, qui continue d'enregistrer de nouvelles adhésions malgré la baisse des effectifs dans la métallurgie du fait de la crise, il a souligné la détermination et le dévouement de toutes les équipes qui ne déposent pas les armes même quand elles passent sous la barre des 10 %. Il a par ailleurs dénoncé toute stratégie d'alliances « purement intéressée » dans le cadre de la représentativité : « Nos portes sont ouvertes, mais on est FO à fond ou on ne l'est pas du tout. »

Revenant sur l'actualité nationale, Frédéric Homez a fait le point sur les actions, les revendications et les positions de notre organisation, à commencer par les succès remportés avec la mise en place de la Banque Publique d'Investissement (BPI) ou encore les comités de filière au sein du Conseil National de l'Industrie (CNI). « FO continuera d'être force de proposition et de dialogue car il faut des projets pour une industrie forte et innovante dans notre pays, et nous nous opposerons toujours à ceux qui,

en voulant réduire la voilure, jouent contre les salariés et l'industrie. » Il a par ailleurs dénoncé les projets du ministère de l'Economie de réduire le financement des pôles de compétitivité, arguant que saborder la recherche, c'était compromettre l'avenir de l'industrie. Au-delà de la question industrielle, il a rappelé qu'il faudrait également se battre sur le pouvoir d'achat – l'ADN de FO – dans un contexte défavorable, marqué par la faible inflation et la volonté des pouvoirs publics d'aller vers la modération salariale.

Enfin, il a évoqué les dangers planant sur notre système social du fait des exigences délirantes du Medef. « Nous continuons de négocier et de signer des accords, comme nous l'avons fait récemment sur la formation professionnelle et sur l'alternance, mais nous avons malgré tout de quoi nous inquiéter quant à l'avenir du dialogue social », a-t-il expliqué. Alors qu'aujourd'hui seul FO joue son rôle de défense des salariés dans le paysage syndical, Frédéric Homez a posé la question de ce que doit être le réformisme, expliquant qu'une réflexion était en cours sur ce point. Il a conclu en donnant rendez-vous à Paris le 16 décembre, non pas pour défilé, mais pour montrer à tous la capacité d'action de FO.



Philippe Fraysse : **« Un moteur de la croissance »**

Lors de son intervention, le secrétaire fédéral en charge de l'aéronautique Philippe Fraysse a fait le point sur le secteur, tant aux plans économique et industriel que social. La santé et la vitalité de l'aéronautique ne sont plus à démontrer, et dans ce secteur de pointe, la France est au premier rang, notamment grâce à des groupes tels que Safran. Sur l'année 2013, le secteur a enregistré de nouveaux records, voyant son chiffre d'affaires progresser de 9 % et ses commandes de 45 %, pour un carnet de commandes global représentant entre cinq et six années de production. Mais ces bonnes nouvelles sont à relativiser, a prévenu le secrétaire fédéral, car si le secteur civil est en croissance, le secteur de la défense va au-devant de difficultés, en particulier à cause des politiques de rigueur mises en place en France et en Europe. « FO intervient à tous les niveaux contre ces politiques injustes et dénonce leurs effets négatifs sur l'industrie et l'emploi », a déclaré Philippe Fraysse. Face à une logique purement financière, notre organisation revendique des stratégies de long terme, le lancement de nouveaux programmes, l'arrêt des délocalisations et une plus juste redistribution aux salariés du fruit de leurs efforts. Il a d'ailleurs rappelé la justesse des analyses de FO sur les évolutions et les besoins du secteur, notamment dans le dossier des aérostructures, où le rapprochement prôné de longue date par FO se réalise enfin. « L'aéronautique doit rester un moteur de la croissance, a-t-il plaidé, mais pour cela il faut mettre fin à des pratiques qui finiront par casser le formidable outil industriel que nous avons contribué à édifier en maintenant la paix sociale par le dialogue et la négociation. »



Il a aussi félicité les équipes syndicales FO de Safran pour leur bon travail de terrain, ainsi que l'investissement de l'équipe de coordination au service du développement de notre organisation. Il les a également appelés à poursuivre leurs efforts de syndicalisation, en particulier auprès des cadres : « Il faut aller sur le troisième collège, comme nous l'avons fait sur le deuxième dans les années 80, car la structure de la population salariée évolue, et nous devons évoluer avec elle si nous voulons continuer de représenter et de défendre tous les salariés », a-t-il expliqué.

Yvonnick Dreno : **« Défendre la politique contractuelle »**

Le coordinateur FO pour Airbus Group a pris la parole pour présenter les évolutions récentes du géant de l'aéronautique. Si la situation économique d'Airbus Group est de plus en plus enviable et que chaque année apporte son lot de records, le groupe n'en a pas moins été touché par un plan de sauvegarde de l'emploi l'an dernier. « Pour FO, il était hors de question d'accepter des licenciements secs face à ce qu'il faut bien appeler un chantage à l'emploi », a-t-il déclaré. Résultat : sur les 1 700 suppressions de postes prévues en France, essentiellement dans la division Espace et Défense (ex Astrium et Cassidian), la ténacité de notre organisation a permis de limiter la casse et d'obtenir essentiellement des mobilités internes et des départs en retraite anticipés.

En termes d'activité, Airbus reste le moteur du groupe avec un très bon plan de charges, mais des questions se posent dans d'autres domaines : face à la baisse de l'activité militaire, Airbus n'aura-t-il plus bientôt que la corde du civil à son arc ? Le groupe entend-il rester positionné sur les satellites ? Quand de nouveaux programmes destinés à assurer l'avenir du groupe seront-ils lancés ? « Partout on tente de réduire les équipes alors que les charges ne vont cesser d'augmenter, a déploré Yvonnick Dreno. FO va continuer de revendiquer et d'agir pour que le groupe se donne les moyens de maintenir et de développer sa position, pour le bénéfice des salariés et de l'industrie. » Au plan social, il a rappelé que les métallos de-



vaient se battre durement pour défendre la politique salariale chez Airbus Group face à une direction qui donne toujours plus la priorité à la rentabilité, et a exprimé sa conviction que la politique contractuelle chère à notre organisation restait le meilleur moyen de faire avancer la cause des salariés.

La coordination FO Safran

Daniel Barberot : **« Une belle marge de progression »**

Le coordinateur FO Safran Daniel Barberot a pris la parole pour exposer l'actualité de Safran et les actions de notre organisation. « Depuis notre dernière assemblée générale, la structure du groupe s'est modifiée au fil des acquisitions, des fusions et des joint-ventures, a-t-il expliqué. Nous sommes présents sur tous les fronts. » Il a notamment évoqué la joint-venture entre Safran et Airbus découlant de l'arrivée de Space X sur les marchés spatiaux, ou encore celle entre Hispano Suiza et Rolls Royce, qui devrait permettre de sécuriser des parts de marché et de protéger le site de Colombes. Il est également revenu sur la progression de Labinal Power Systems et les défis à relever sur les moteurs, ainsi que les ruptures technologiques attendues en ce domaine. Autre sujet au cœur de l'intervention du coordinateur : les résultats électoraux, qui montrent une bonne progression de FO dans les sociétés de Safran. « Nous sommes forts là où nous sommes implantés, a-t-il déclaré. Il faut donc développer de nouvelles implantations en étant à l'écoute des salariés et en prenant des initiatives. C'est ainsi que nous rendrons sa place à notre organisation. La moitié du groupe va voter dans les 18 prochains mois, nous avons donc une belle marge de progression. » Enfin, il a fait le point sur les négociations en cours dans le groupe et sur les accords signés, notamment la prévoyance, et prévenu qu'il faudrait se battre pour les prochaines NAO, bien que tous les voyants économiques soient au vert chez Safran.

Julien Lepape : **« Rendre sa place à l'humain »**

Tout juste revenu de son site de Rennes, où se déroulaient des élections qui ont vu FO conquérir 61 % des voix chez Morpho, le coordinateur adjoint Julien Lepape a exprimé sa fierté d'avoir aidé notre organisation à progresser et a salué le travail de terrain de l'équipe emmenée par François Pasquier. « C'est le résultat de quatre années d'écoute des salariés, de revendications et de multiples petites victoires que nous avons su valoriser, a-t-il déclaré. Avec nos valeurs d'indépendance et de liberté, nous défendons tous les salariés et cela se sait. » Il est revenu sur l'importante progression de notre organisation auprès des cadres, qui ont été près de 40 % à faire confiance à FO. Il a expliqué que ces derniers, en particulier les jeunes, ne se retrouvaient plus dans le discours d'organisations catégorielles qui voulaient faire croire que les cadres valaient plus que les autres salariés et méritaient davantage. « Notre discours les séduit car ils sont chaque jour plus nombreux à penser que tous les salariés sont égaux car l'humain revient au cœur des préoccupations, a-t-il commenté. C'est aussi à nous de lui rendre toute sa place ! »

Michel Fiore : « Relancer les comités de pilotage »

Le coordinateur adjoint Michel Fiore est intervenu pour un point concernant l'accord sur le stress au travail, rappelant qu'il faisait partie de la commission de suivi pour cet accord. Depuis 2006, une enquête est en cours sur ce sujet chez Safran, en coopération avec l'université de Liège. Le problème est que les comités de pilotage installés dans chaque société du groupe n'ont jamais réellement fonctionné. Ce qui a fini par aboutir au lancement d'une nouvelle enquête baptisée « Everet ». « Au lieu de reprendre là où nous étions, a résumé Michel Fiore, nous reprenons tout au début. La revendication de FO dans ce dossier est claire : il faut relancer ces comités de pilotage, qui permettront d'aboutir plus rapidement et à un moindre coût. »

Régis Fribourg : « Nous obtenons des avancées »

Le coordinateur adjoint Régis Fribourg est revenu sur la représentativité de FO chez Safran et le travail effectué pour la développer. Rendant hommage à la motivation de nombreuses équipes syndicales, notamment à Gennevilliers, il a expliqué que des opérations de tractage étaient régulièrement organisées sur le périmètre Safran et qu'un important travail était en cours avec l'enquête cadres, réalisée avec le concours de la Fédération, afin de mieux approcher et syndicaliser cette population. Il a ensuite fait le point sur l'accord sur les salariés en situation de handicap signé par FO et sur les nombreuses avancées qu'il contient : recrutement de 90 personnes, création d'un vivier de candidatures, lancement d'un projet de nouveau fauteuil roulant à la pointe de la technologie, formations et cellule de maintien dans l'emploi... « Nous obtenons des avancées, a déclaré Régis Fribourg, mais beaucoup reste à faire, car sur 16 sites la population des salariés en situation de handicap reste inférieure à 2 %. A nous de poursuivre notre action pour que cela change. »





Les interventions des délégués



Alain Gruarin, Labinal Power Systems

« FO a réalisé 31 % lors des dernières élections professionnelles chez nous et a sa place au CE. C'est la récompense du travail de nos équipes syndicales sur les différents sites de Labinal.

Pour être bons dans ces scrutins, il faut se souvenir de deux mots capitaux : réactivité et rigueur. C'est ce qui fait notre force et qui nous distingue des autres organisations syndicales. Au CHSCT, nous avons longtemps eu une direction conciliante qui acceptait qu'il y ait deux sièges par organisation. A présent, l'une d'elles demande une application stricte de la loi, qui ferait passer le CHSCT à 6 sièges contre 8 actuellement. Nous n'entendons pas laisser faire ce mauvais coup. Rempporter les élections est bien sûr une bonne chose, mais pérenniser les résultats est encore mieux. Il faut donc préparer la relève syndicale largement en amont des élections, ce que nous faisons chez Labinal. »



Jean-Pierre Iriart, Messier Bugatti Dowty Bidos

« Notre site connaît une activité soutenue, avec la montée en puissance de plusieurs programmes, dont l'A400M. Cependant, nos 880 salariés souffrent car cela a été mal anticipé, créant des pressions et des tensions, aboutissant à une externalisation à outrance. Les projets manquent de suivi et peu se projettent ou s'identifient à l'entreprise aujourd'hui... FO revendique une autre voie : celle des investissements, des embauches et de la diversification industrielle. Notre organisation a été entendue sur les deux premiers points, ce qui permettra peut-être aux

intérimaires de se projeter vers des CDI. Reste à gérer l'enjeu de la transmission des savoir-faire avec les nombreux départs à venir, 280 salariés ayant plus de 50 ans. Lors de nos élections en juin prochain, beaucoup voteront pour la première fois. Nous devons nous organiser dès à présent pour faire de ce scrutin un succès pour FO. »



Régis Augendre, Snecma Gennevilliers

« Nous sommes près de 1 700 salariés sur notre site, spécialisé dans la fabrication d'aubes pour les moteurs d'avion. Nos militants sont encore trop peu nombreux mais ils

abattent un travail incroyable dans cette section créée en 1997 dans un milieu syndical assez hostile. Sur le site, nous faisons face à différentes situations souvent difficiles pour les salariés et leur apportons notre aide et une écoute permanente sur tous les sujets. Nous occupons également le terrain par des tractages réguliers et nous avons de nombreux supports de communication, comme des affiches et des calendriers, pour toucher les salariés le plus largement possible. Les élections interviendront chez nous fin janvier 2015. Nous nous préparons en conséquence et continuer notre travail de syndicalisation, qui reste la base du développement syndical. »



Jean-Luc Stouvenin, Messier Bugatti Dowty Molsheim

« Lors du dernier CCE, la direction a annoncé 150 embauches, mais nous déplorons qu'elles soient mal réparties. Aucune ne sera réalisée sur le site de Molsheim,

Lors de leurs interventions, les métallos du groupe Safran ont fait le point sur le travail de syndicalisation, qui commence à porter ses fruits dans de nombreuses sociétés. Ils sont également revenus sur les difficultés qu'ils rencontrent et sur la situation économique et sociale de leurs implantations.

alors qu'on y voit les heures supplémentaires augmenter, tout comme le recours à l'intérim. Quant aux embauches effectuées l'an dernier, elles n'ont pas concerné la production, qui reste le cœur de notre site. Et pour 2015-2016, on nous a fait savoir que les charges à destination de la Malaisie allaient augmenter. Les roues des produits civils devraient bientôt partir en sous-traitance et les investissements sont gelés alors que nos équipements n'en finissent plus de vieillir... C'est dire si nous sommes inquiets pour l'avenir et nous nous demandons si l'entreprise a une vraie stratégie. Nous nous battons pour que les salariés nous renouvellent leur confiance en juin 2015. »



Laurent Henry, Hispano Suiza Bois-Colombes

« Notre entreprise emploie 900 salariés. Elle conçoit et réalise des transmissions de puissance. Nous sommes passés à sept voix de la représentativité lors de nos dernières élections. Ces quatre années passées nous ont permis de remonter une équipe solide et motivée, avec notamment des cadres, autour d'un projet ambitieux. Le vote aura lieu en mars 2015 mais nous sommes déjà en campagne. Il n'est pas facile de se renforcer sur place, mais la division syndicale nous y aide.

La joint-venture avec Rolls Royce est plutôt bien accueillie, car elle permettra de renforcer nos positions. D'autant que les effectifs de production chutent alors que la sous-traitance augmente. Du coup, la qualité ne suit pas, entraînant des retouches, des retards dans les flux et les livraisons et, au final, des surcoûts. Les salariés en ont marre et nous entendons répondre à leurs attentes. »



Patrick Dunglas, Safran Engineering Services Toulouse

« Notre société de services travaille essentiellement pour Airbus et pour Snecma. Elle emploie actuellement 2 000 personnes, mais pour combien de temps ? Notre charge est en train de baisser dangereusement, faute de nouveaux programmes sur lesquels travailler. Déjà 40 salariés sont en sous-activité sur Toulouse et il faut que nous obtenions de nouveaux volumes, sans quoi l'avenir s'annonce difficile. La direction nous promettait une survie

garantie pendant trois ans, mais la récente perte d'un important contrat remet tout en cause. Elle prétend maintenant que, à condition d'avoir les formations adaptées, il est possible de se diriger vers la production et la qualité. Aujourd'hui, nous n'avons plus de lisibilité sur notre avenir et les salariés sont inquiets. »



Bernard Gaillard, DSC Sagem Montluçon

« Nous avons réalisé 55 % lors de nos élections de juin dernier. La fusion annoncée d'Argenteuil et d'Eragny entraîne des négociations sur l'harmonisation des statuts. Pour y parvenir, nous comptons sur notre poids électoral, fruit d'un long travail de terrain qu'il faut poursuivre, notamment en direction des cadres du centre d'études. Au plan syndical, nous avons connu le creux de la vague dans les années 80 et avons patiemment reconquis le terrain perdu. Pour avoir des résultats, la base de tout

reste la syndicalisation. Chez Sagem, industriellement, nous sommes très

Les candidats au Conseil d'Administration de Safran

Helda Cabanas, Abdellatif Sehili, Patrick Dunglas et Karine Lemarchand (absente) ont expliqué aux participants le sens de leur candidature au Conseil d'Administration, dont l'élection devait se dérouler le 20 novembre. « Par notre présence, nous pourrions passer des messages à la



direction, mieux défendre les positions de notre organisation

et avoir accès à des informations qui nous permettront une action syndicale plus efficace », ont-ils expliqué, appuyé par le coordinateur Daniel Barberot, qui a appelé à communiquer le plus largement possible sur la présentation de cette liste par FO.

touchés par les récentes évolutions du secteur militaire et ne tenons plus que sur quelques programmes assez hypothétiques. Il faut agir si nous voulons éviter de subir un important PSE. »



Corinne Martin, Technofan Toulouse

« Lors de nos récentes élections professionnelles, nous sommes passés sous la barre des 10 %. La motivation ne manque pas pour se lancer dans le nécessaire travail de recon-

quête syndicale, mais cette tâche est rendue particulièrement difficile par une cabale qu'une autre organisation syndicale a lancée contre moi. Je n'ai pas l'intention de laisser tomber le combat mais il m'a fallu nommer une autre personne au poste de représentant syndical car, bien qu'injuste, mon isolement commençait à devenir un handicap pour faire avancer les idées et les positions de notre organisation. »



Christophe Condou, Turbomeca Bordes

« Notre entreprise de 2 600 salariés fabrique des turbines pour hélicoptères, essentiellement pour Airbus Helicopters. Nous sommes passés sous les 10 % aux dernières élections et nous avons tout à reconstruire avec peu de moyens. Ce sera dur mais nous ferons face. En face de nous, une direction pour laquelle le dialogue social se résume à deux mots : agilité et performance, qui ne cachent même pas l'obsession pour un seul : la flexibilité, portant surtout sur le temps de travail. Sur ce

sur dossier, FO a refusé de signer le relevé de conclusion de la direction, qui menaçait de baisser les charges et les investissements, et a tenu son rang dans la succession de mouvements de grève que nous avons traversé ces derniers mois. FO refuse la remise en cause des 35h et, plus largement, FO ne cédera jamais à un quelconque chantage ! »



Stéphane Lapeyre, Turbomeca Tarnos

« Nos effectifs se sont stabilisés autour des 1 500 CDI et nous allons fêter en 2015 les 50 ans de notre site, qui va être modernisé pour près de 60 millions d'euros. Mais les actionnaires veulent que les salariés montrent l'exemple en suivant le fameux projet « Agility ». Il s'agit de simplifier la gestion du temps de travail, de synchroniser le travail des différentes équipes et de développer nos capacités de réaction aux variations de l'activité. Beaucoup de mots pour cacher une remise en cause pure et simple

des 35h. FO ne refuse pas le changement, mais il est hors de question qu'il ne se fasse qu'au travers du temps de travail. Les erreurs de stratégie industrielle sont trop nombreuses et on demande à chaque fois aux salariés de payer, ce n'est pas acceptable. Nous nous battons, et en premier lieu pour retrouver notre représentativité. »



Jacqueline Oger, Sagem Poitiers

« L'année a été difficile, comme la précédente. Nos charges de travail découlent essentiellement de l'industrialisation de nouveaux programmes. Le scénario de la direction pour la période 2015-2017 se base sur des contrats encore hypothétiques. En attendant d'y voir plus clair, l'adaptation des effectifs se fait par le recours à des mesures de mobilité. Nous sommes bien décidés à peser pour préserver les intérêts des salariés et défendre l'industrie. Pour cela, nous travaillons à préparer les pro-

chaines élections professionnelles, qui se dérouleront le 25 novembre, et pour lesquelles FO sera présent sur les trois collèges. »



Joël Dupont, Snecma Vernon

« Quand je me suis intéressé au syndicalisme, en 2008, la position de FO à Vernon était plus que menacée. J'ai donc décidé de m'investir. Ce n'est jamais facile, car il faut batailler pour s'im-

poser dans l'entreprise et auprès de la direction. Mais nous comptons bien regagner notre représentativité aux élections de janvier 2015. Actuellement, nous nous inquiétons des choix à venir sur la propulsion d'Ariane6. Si la poudre l'emporte sur le liquide, nous perdrons 50 % de notre activité, dont le cœur est la fabrication de moteurs pour fusée. Plus que jamais, nous devons aller vers l'aéronautique et dépendre moins du spatial. Avec l'annonce de la joint-venture entre Safran et Airbus Group, les salariés de Snecma sont inquiets car ils ne savent pas ce qu'ils vont y perdre. FO restera vigilant. »



Abdellatif Sehili, Snecma Gennevilliers

« La coordination FO Safran est précieuse pour les métallos du groupe, mais il faudrait aller plus loin en se rapprochant par régions, afin de monter des opérations, d'échanger des in-

formations et de vivre l'action syndicale ensemble. Nous sommes parfois isolés les uns des autres et il est primordial de garder le contact, en particulier avec celles et ceux qui



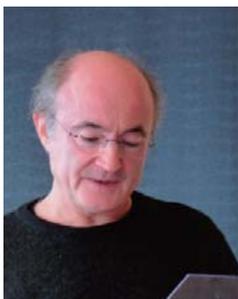
vont sur d'autres sites ou dans d'autres entreprises. Au niveau de la prévoyance, nous devrions rester en 2015 sur les mêmes prestations que l'an dernier, sans augmentation, car le compte est excédentaire. N'hésitez pas à me contacter et à venir travailler avec moi sur ce sujet. »



Frédéric Betis, Sagem DS Argenteuil

« Les trois sites de R&D de Sagem représente 3 000 salariés, soit la moitié des effectifs en

France. La direction veut regrouper les sites d'Argenteuil et d'Eragny pour réaliser des synergies qu'elle est seule à voir. Il est difficile d'agir contre cela car nous sommes peu représentatifs dans la R&D, contrairement à la production, où FO pèse 36 %. Nous nous adressons à une population comprenant 75 % de cadres, la direction joue de son influence contre nous et les autres organisations syndicales n'apportent rien aux salariés. Pour se développer, nous devons implanter des militants sur chaque site, travailler le terrain, communiquer, informer, valoriser nos actions. Une enquête FO-cadres est actuellement en cours et doit nous permettre de coller au plus près des préoccupations de ces derniers. »



Daniel Bousquet, Sagem Fougères

« Les 650 salariés de notre site réalise essentiellement de l'électronique pour le secteur aéronautique. FO pèse près de 20 % chez

nous, malgré l'arrivée aux dernières élections de deux autres organisations syndicales. L'actualité de notre site, c'est le transfert des calculateurs de vol de Massy, qui fera de nous un équipementier et générera 150 embauches sur les trois prochaines années. Les salariés aimeraient que ces évolutions se retrouvent sur leur fiche de paie, d'autant qu'il y a déjà du retard dans ce domaine. FO se bat pour eux sur ce terrain. Notre équipe prépare également la relève car l'heure de la retraite approche pour moi. Heureusement, nous nous y sommes pris assez tôt et serons prêts le moment venu. »



François Lopes-Ribeiro, Snecma Le Creusot

« Notre site va s'agrandir de 4 000m² pour faire face à l'indus-

trialisation du moteur Leap et nous disposerons de nouvelles machines-outils. Mais si des ingénieurs sont embauchés pour le développement, rien n'est fait du côté de la production. Il est même question de passer du 3x8 au 2x8 pour plus de rentabilité. FO veillera à ce que tout cela ne se fasse pas au détriment des salariés. Sur le dossier de la pénibilité, la discussion reste ouverte mais la direction n'entend pas réellement avancer avant les élections professionnelles de 2015. Ce n'est pas acceptable pour nous, car ceux qui partiront à

la retraite dans l'intervalle seront pénalisés. Nous occupons le terrain et défendons un bilan positif, avec l'ambition de continuer à progresser sur le plan de la représentativité. »



Emmanuel Batt, Aircelle Le Havre

« Les cadres sont chaque jour plus nombreux mais quel sera leur sort une fois terminé le développement des programmes pour lesquels ils ont été embauchés ? Et

dans le même temps, si la production augmente, elle se délocalise de plus en plus, au détriment des ouvriers français. L'opération n'est d'ailleurs pas très judicieuse car de nombreuses pièces sont de qualité inférieure, ce qui renchérit au final les coûts. Il faut se battre pour le maintien en France des productions si on veut défendre efficacement l'emploi. Négociations et signons des accords, mais faisons aussi appliquer pleinement tous ceux qui existent déjà. Préservons nos compétences, et surtout battons-nous pour que les actionnaires ne soient pas les seuls à profiter des bénéfices de l'entreprise. »

Emmanuel Batt a souhaité la bienvenue sur les terres normandes. Il a ensuite présenté son site de 1500 salariés, spécialisé dans la production de nacelles et de pièces composites, qui fait actuellement face à des problèmes de qualité sur les pièces réalisées au Maroc. Il a également évoqué l'action qu'il entend mener autour de l'intérim dans l'entreprise afin d'y relancer FO et a fait part de sa grande détermination et de sa motivation pour faire grandir notre organisation.

Quelles sont mes obligations en arrêt maladie ?

Lorsqu'un salarié est en arrêt maladie, que ce soit pour une maladie simple, un accident de travail, de trajet, ou une maladie professionnelle, son contrat de travail est suspendu. Pour autant, cela ne signifie pas qu'il est exempt de toute obligation envers son employeur et la sécurité sociale, le respect de ses obligations lui assurant le bénéfice des indemnités journalières et de l'éventuel complément de rémunération patronal. Faisons le point sur les devoirs du salarié en arrêt maladie.

A qui doit-on adresser son arrêt de travail et dans quel délai ?

Le salarié a une double obligation d'information. D'un côté, il doit adresser son arrêt de travail à la CPAM (caisse primaire d'assurance maladie) dans les 48h qui suivent la prescription, afin de pouvoir bénéficier d'indemnités journalières. En cas de non-respect du délai, il s'expose à une possible réduction de ses indemnités, sauf en cas d'hospitalisation ou d'impossibilité de transmettre l'arrêt.

De l'autre, il doit avertir son employeur en temps utile, en lui adressant un certificat médical ou le double de son arrêt de travail. Attention, votre convention collective ou plus souvent le règlement intérieur applicable au sein de votre entreprise peut prévoir un délai spécifique. A défaut, il est d'usage de faire application du même délai que pour la CPAM : 48h. Un envoi tardif, de 10 jours par exemple, peut justifier un licenciement pour faute grave (Cass. Soc., 11/01/12, n°10-14153). Il est toujours préférable d'envoyer son arrêt par lettre recommandée avec accusé de réception, pour avoir un moyen de preuve.

Est-ce que je peux décider de travailler malgré un arrêt de travail ?

Non, il est impératif de respecter les prescriptions du médecin. A défaut, le salarié s'expose à devoir rembourser ses indemnités et à payer une pénalité financière. Un employeur qui fait travailler un salarié en arrêt maladie est également fautif, peu importe que la décision vienne de lui ou non, sa responsabilité sera engagée (Cass. Soc., 21/11/12, n°11-23.009).

Des heures de sorties sont indiquées sur mon arrêt de travail, qu'est-ce que cela signifie ?

Il appartient au médecin traitant de préciser les heures d'autorisation de sortie sur l'arrêt de tra-

vail, heures pendant laquelle le salarié n'a pas à rester chez lui obligatoirement. Normalement, le salarié doit être présent à son domicile de 9h à 11h et de 14h à 16h. Il est possible de prévoir une interdiction totale de sortie, sauf en cas de soins ou d'examen médicaux. Il est aussi possible d'autoriser complètement les sorties, dit sorties libres, ou de permettre au salarié d'être présent sur un autre lieu (maison de vacances...). Ces solutions sont fréquentes lors de dépressions. Le médecin doit justifier sa décision.

Ais-je le droit de pratiquer une activité sportive ?

Non, le sport n'est pas retenu comme une activité autorisée (CSS, art. L 323-6). Les salariés en arrêt maladie n'ont pas l'autorisation de pratiquer un sport, même pendant leurs heures de sorties autorisées, à moins que cela soit expressément autorisé par le médecin traitant (Cass. civ.2, 3/12/10, n° 09-14.575). La sécurité sociale est particulièrement sévère sur ce point. En revanche, un employeur ne peut licencier un salarié sur ce simple motif (Cass. Soc., 16/10/13, n°12-15638).

De manière générale, le salarié ne peut exercer que des activités expressément autorisées par son médecin traitant. Si le médecin le permet, il peut accéder à des actions de formation professionnelle ou continuer à exercer ses mandats électifs et à utiliser ses heures de délégation (Cass. Soc., 21/03/14, n°12-20002). Mais attention, cela doit être expressément prévu !

Puis-je être contrôlé lors de mon arrêt de travail ?

Oui, à tout moment ! Deux types de contrôles existent : le premier par la CPAM, qui peut prendre seule cette initiative ou suite à une dénonciation de l'employeur. Si le médecin-conseil juge l'arrêt injustifié, il en informe le salarié et lui communique oralement une date de re-

prise du travail, qui sera ensuite confirmée par courrier. Le versement des indemnités est suspendu entre-temps. Le salarié a 10 jours pour contester cette décision auprès du service du contrôle médical qui se prononcera dans les 4 jours de la réception de la demande. Le second contrôle peut se faire par l'employeur qui, s'il le souhaite, peut ordonner une contre-visite médicale. Elle est réalisée par un médecin qui remet ensuite un rapport à l'employeur pour savoir si l'arrêt est médicalement justifié. Si l'arrêt est injustifié, la CPAM peut suspendre les indemnités et l'employeur peut cesser de les compléter.

Mon employeur me demande de restituer du matériel, est-ce légal ?

Oui, l'employeur est en droit de réclamer le matériel et les documents du salarié nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise. Par exemple, il peut demander la restitution pour la durée de l'arrêt : du véhicule, de l'ordinateur, du téléphone, de la carte carburant, de fichiers... Le salarié est aussi tenu de communiquer son mot de passe informatique à son employeur s'il lui en fait la demande (Cass. Soc., 18 mars 2003, n° 01-41.343). En revanche, un logement attribué à titre gratuit à un salarié pour l'exercice de ses fonctions ne peut lui être retiré ou donner lieu au versement d'un loyer (Cass. Soc., 26/01/11, n°09-43193).

Suis-je toujours contraint par mon devoir de loyauté vis-à-vis de mon employeur ?

Malgré la suspension du contrat de travail, le devoir de loyauté existe toujours. En revanche, sa portée est limitée : l'obligation de loyauté est cantonnée à l'obligation pour le salarié de ne pas exercer une activité concurrente. Un salarié qui travaille pour le compte d'un autre employeur, ou pour son propre compte, s'expose à un licenciement. En revanche, un salarié qui exerce des activités montrant l'absence de maladie pendant un arrêt de travail (voyage à l'étranger, activité bénévole, ...) ne pourra être licencié au titre d'un comportement déloyal.

Des métaux et des mots

Tous les mois, FO Métaux vous propose mots croisés et sudoku, ainsi qu'un peu de culture, syndicale bien sûr, autour d'un mot chargé d'histoire et que les métallos connaissent bien.

Solution du n° 535

6	1	8	5	2	7	3	4	9
9	4	7	1	6	3	2	5	8
5	3	2	4	9	8	7	1	6
2	8	3	7	5	1	6	9	4
1	6	9	8	4	2	5	7	3
4	7	5	6	3	9	1	8	2
8	2	1	3	7	4	9	6	5
3	5	4	9	1	6	8	2	7
7	9	6	2	8	5	4	3	1

Sudoku

					3	2	7	
8			1				4	6
		9		4				
		9			3			
2		5	7		6	4		1
		6			2			
				1		6		
4	7				8			5
	6	3	5					

Le mot du mois : Scandale

Que deviendrait la presse sans les scandales? Non pas seulement celle qui se spécialise là-dedans, que l'on ne dit d'ailleurs plus guère «à scandales» depuis qu'on l'appelle, de façon moins tapageuse, «people», mais la presse en général, qui certains jours semble n'avoir rien d'autre à se mettre sous la dent que les faux-pas d'imprudents trop sûrs d'eux.

Et trop malhonnêtes? Ce n'est pas ce que suggère le grec *skandalon*, qui a forgé le mot entré dans la langue française vers 1050, et qui, désignant un obstacle, une pierre sur laquelle on bute, plaiderait presque l'innocence de l'intéressé. On imagine la scène : tel secrétaire général d'une confédération syndicale, sortant de son appartement de fonction luxueusement refait à neuf, peut-être étourdi par les odeurs de peinture encore fraîche, se promène dans une allée voisine du bois de Vincennes, et patatras ! le voilà par terre. «*J'avais pas vu*», «*Je savais pas*» et «*J'ai pas fait exprès*» restent donc la trilogie pertinente de l'excuse, que l'on ait oublié de déclarer des revenus, ouvert un compte en Suisse, truqué un match, mis du cheval dans les lasagnes ou négligé de demander à la demoiselle si elle était d'accord. Le mieux étant encore de ne rien dire du tout en attendant -espérance rarement déçue- qu'un nouveau scandale fasse oublier le précédent.

Le caractère plus ou moins scandaleux d'un acte ou d'un propos reste éminemment subjectif, dénoncé avec plus ou moins de bonne foi, surtout si l'on verse dans l'hyperbole. Si tel militant syndical commence par s'indigner en qualifiant de «scandaleux» l'accord qu'on lui donne à signer, c'est pour justifier la poursuite d'une négociation qui doit l'améliorer. Un scandale étant devenu synonyme d'éclat public appelant une réprobation générale, on renforce ainsi sa position par ce sous-entendu: «*Tout le monde sera d'accord avec moi*.» Inversement, l'artiste, si c'en est un, qui dresse un sextoy géant place Vendôme fait semblant de ne pas imaginer que l'on puisse le trouver scandaleux, mais c'est bien ainsi que le filou compte en assurer la promotion.

Mots croisés n° 536

Horizontalement

A. Point commun. B. Trop gentille pour être honnête. C. Rouge extrême. D. Aux bouts de la nuit. Article espagnol. Toujours verte, même si sa gloire date un peu. E. Parle à un mur. C'est un corps, plus ou moins. Achève de faire le plein. F. Préfixe. Consonne doublée. Il est très souvent à sec. G. Lettres du Québec. Paresseux. A longtemps aidé la navigation aérienne. H. Voyelle double. Demi-endormeuse. Négation. I. Transmettre une charge. J. Pas de précipitation !

Verticalement

1. Pas vraiment distingués. 2. Devient très actif du jour au lendemain. 3. Conspua. Les débuts de l'écriture. 4. Ancienne mesure. Où l'on fait de belles prises. 5. Pas d'accord avec lui. 6. Irlandais très déterminé. Au centre de la terre. 7. Une épine de rose peut vous le donner. Voyelles. 8. Un peu d'usure et de désordre. Note. Initiales de sinistre mémoire. 9. S'attache à une spécialité. Pas vôtres. 10. Peut donc faire des histoires.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A										
B										
C										
D										
E										
F										
G										
H										
I										
J										

Solution du n° 535

Q	U	A	D	R	A	T	U	R	E
U	R	N	E	S	A	N	A	S	
E	B	E	N	I	S	T	E	T	
R	A	S	N	E	O	L	A		
E	I	C	A	N	U	T	M		
L	N	A	N	E	A	N	T	I	
L	E	S	I	G	I	N			
E	S	C	A	M	P	E	T	T	E
U	I	N	E	R	E	R	T		
R	E	E	S	S	O	R	E	E	S

LA SANTÉ D'UNE ENTREPRISE PASSE AUSSI PAR CELLE DE SES SALARIÉS



470 000*

ENTREPRISES NE PROPOSENT
PAS DE COUVERTURE SANTÉ
À LEURS COLLABORATEURS.

Qui a dit qu'un dirigeant de petite entreprise ne pouvait pas protéger ses salariés ?

Humanis, 1^{er} acteur en santé collective, propose une couverture santé simple et efficace conçue spécialement pour les TPE de moins de 10 salariés. Humanis est un groupe paritaire et mutualiste à but non lucratif.

humanis.com